

**RAPPORT N° 2022/6-12
au bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022**

OBJET

**AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE COLLECTE EN PORTE À PORTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS-
LOT 2 : RELANCE DU LOT 2 : COLLECTE EN PORTE À PORTE SUR SAINTE MARIE ET SAINTE SUZANNE-
CESSION DE TIERS**

La CINOR a confié, par appel d'offres, un marché de prestations de collecte en Porte à Porte des déchets ménagers et assimilés, alloti comme suit

- ✓ Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion avec un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans, est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Le montant du marché est de 54 935 142.43 € HT,
- ✓ Lot 2 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères et des recyclables de Sainte Marie et Sainte Suzanne notifié le 15/07/2019 avec SUEZ REUNION, démarrage le 1^{er} mars 2020 - pour une durée de 6 ans, le montant est de 16 406 408.70 € HT.
- ✓ Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion et un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans. Le marché est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Le montant est de 34 412 370.08 € HT

Par courrier du 24 octobre 2022, la société Suez a informé la collectivité de son souhait de transférer l'intégralité des prestations prévues au marché à sa filiale la Société VALDERUN, présentant les mêmes garanties et capacités que celles anciennement fournies par SUEZ au moment de l'attribution du marché, et acceptant de reprendre purement et simplement l'exécution dudit contrat dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sans modification de son objet ou de ses conditions économiques.

Les conditions économiques du marché étant préservées, cette modification de titulaire pourra être actée par la passation d'un avenant tripartite (SUEZ/VALDERUN /CINOR).

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du présent rapport,
- Autoriser le Président à signer l'avenant n°1 pour le lot 2- relance collecte en porte à porte des ordures ménagères et des recyclables de Sainte Marie et Sainte Suzanne,

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/6-12
Du bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

OBJET

**AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES-
LOT 2 : RELANCE DU LOT 2 : COLLECTE EN PORTE A PORTE SUR SAINTE MARIE ET SAINTE SUZANNE-
CESSION DE TIERS**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-12 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-12-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du présent rapport.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer l'avenant n°1

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **19 DEC 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-12-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--